


# LE RÉGIME DE **COUVERTURE**

DES CONSÉQUENCES DES ÉVÉNEMENTS  
**CATASTROPHIQUES AU MAROC**



 EVCAT.HIMAYA

 EVCAT.HIMAYA

 EVCAT.HIMAYA

 EVCAT.HIMAYA



# SOMMAIRE

4

1- LE DISPOSITIF MAROCAIN

5

2- LE FONCTIONNEMENT  
DU RÉGIME

2-1 - Périls couverts

2-2 - Contrats concernés par  
l'obligation, personnes et biens  
garantis

7

2-3 - Conditions de mise en jeu  
de la garantie

2-4- Franchises et plafonds

9

2-5- Tarification

10

3- LA PROCÉDURE  
D'INDEMNISATION

3-1- Reconnaissance de l'état de  
catastrophe

3-2- Indemnisations des  
sinistrés

12

4- ANNEXES



## 1 - LE DISPOSITIF MAROCAIN

**Au Maroc**, il est institué par la loi n° 110-14 un régime de couverture des événements catastrophiques modifiant et complétant la loi 17-99 portant code des assurances.

Ce régime vise à indemniser les victimes contre les conséquences d'un certain nombre de périls pouvant entraîner des dommages corporels et/ou matériels.

L'assurance contre les événements catastrophiques est devenue obligatoire pour les contrats d'assurances garantissant les dommages aux biens, la responsabilité civile en raison des dommages corporels ou matériels causés à des tiers par un véhicule terrestre à moteur, ou la responsabilité civile pour les dommages corporels causés aux personnes, autres que les préposés, se trouvant dans les locaux prévus aux contrats.

**La définition** de l'événement catastrophique vise les phénomènes naturels d'intensité anormale, soudains ou imprévisibles ou si l'événement est prévisible, que les mesures habituelles prises n'ont pu empêcher sa survenance ou n'ont pu être prises, ainsi que l'action violente de l'homme constituant un acte de nature terroriste ou une émeute ou un mouvement populaire lorsque les effets sont d'une intensité grave pour la collectivité.



Une « **commission de suivi des événements catastrophiques** » est créée afin d'assurer le suivi du régime et de formuler un avis sur l'opportunité de déclarer l'état d'événement catastrophique par voie d'acte administratif.

Un registre de recensement des victimes est mis en place en vue de cerner l'ampleur des dommages causés par un événement catastrophique.

Les personnes non couvertes bénéficient pour leur part d'un dispositif basé sur la solidarité ne faisant pas appel aux mécanismes propres à l'assurance.

Une contribution des assurés déterminée par l'Etat s'ajoute au montant des primes d'assurance assise sur un certain nombre de contrats d'assurances.

Le recouvrement de cette contribution est assuré par les entreprises d'assurances et de réassurance.

Ce dispositif dit « **allocataire** » n'est pas traité dans le présent document.





## 2 - LE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME

### 2.1 Périls couverts

Les périls entrant dans le champ d'application du régime et pouvant constituer un événement catastrophique au sens de la loi n° 110-14 sont :

- Les tremblements de terre
- Les tsunamis
- Les inondations\*
- Les crues
- Les actes de terrorisme
- Les émeutes ou les mouvements populaires

Ils demeurent cependant exclus de la couverture, les risques de guerre civile ou étrangère, ou les actes d'hostilités assimilables, ainsi que les conséquences de l'utilisation d'agents ou d'armes chimiques, biologiques, bactériologiques, radioactifs ou nucléaires ainsi que les dommages provoqués par les actes de cybercriminalité.

Les dommages causés par l'évènement doivent être « directs » c'est-à-dire découlant exclusivement de l'action d'intensité anormale d'un agent naturel ou l'action violente de l'Homme. Par dommages directs, il convient d'entendre les dommages causés directement par la catastrophe et non ceux qui en seraient une conséquence seconde.



Par exemple,  
ils ne seront pas pris en charge :

- Les dommages aux marchandises périssables résultant d'un défaut d'alimentation en énergie des installations de conservation.
- Les dommages aux appareils électriques dus à une surtension.

### 2.2 Contrats concernés par l'obligation, personnes et biens garantis

Le tableau suivant retrace les contrats concernés par l'obligation d'inclure la garantie contre les conséquences d'évènements catastrophiques ainsi que les personnes et les biens couverts.

\*y compris le ruissellement, le débordement des cours d'eau, la remontée de la nappe phréatique, la rupture de barrages causée par un phénomène naturel, les coulées de boue.

| Catégories d'assurance concernées par l'obligation d'extension aux risques catastrophiques   | Personnes couvertes  | Biens couverts  |
|--|--|---|
| <b>Contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile en raison des dommages corporels ou matériels causés à des tiers par un véhicule terrestre à moteur</b>  |  |   |
| Responsabilité civile automobile<br>Véhicules de tourisme<br>Véhicules utilitaires de moins de 3.5t<br>Véhicules utilitaires de 3.5t et plus<br>Véhicules affectés au transport public de voyageurs<br>Véhicules à deux ou trois roues<br>Véhicules divers   | 1. Le conducteur<br>2. Les passagers du véhicule assuré<br>3. Le propriétaire de véhicule lorsque c'est une personne physique, ses conjoints et ses enfants à charge quelque soit le lieu où ils se trouvent au moment du sinistre | <b>Véhicule assuré</b>  |
| <b>Contrats d'assurances garantissant les dommages aux véhicules</b>   |  |   |
| <b>Garanties autres que responsabilité civile</b><br>Incendie<br>Vol<br>Dommage au véhicule que ça soit tiers ou dommage collision<br>Bris de glace  |  | <b>Véhicule assuré</b>  |
| <b>Contrats d'assurances qui couvrent la responsabilité civile en raison des dommages corporels causés aux tiers, autres que les préposés de l'assuré, se trouvant dans les locaux prévus aux contrats</b>   |  |   |
| <b>Responsabilité civile générale</b><br>( les contrats RC couvrant les dommages corporels causés à des personnes autres que les préposés se trouvant dans le local assuré sont concernés par l'obligation )   | Personnes non salariées se trouvant dans le local assuré   |   |
| <b>Contrats d'assurance garantissant les dommages aux biens</b>  |  |   |
| <b>Incendie et éléments naturels</b><br>Incendie<br>Eléments naturels<br><hr/> <b>Assurances des risques techniques</b><br>Tous risques chantiers<br>Tous risques montage<br>Bris de machines<br>Tous risques informatiques<br><hr/> <b>Transport</b><br>Marchandise transportée par voie terrestre<br><hr/> <b>Autres opérations</b><br><b>Vol</b><br><hr/> <b>Grêle ou gelée</b><br>(L'obligation ne s'applique pas à l'assurance couvrant les dommages subis par les récoltes non engrangées, les cultures et les plantations agricoles)<br><b>Mortalité du bétail</b><br><hr/> <b>Assurance récolte</b><br>( L'obligation ne s'applique pas à l'assurance couvrant les dommages subis par les récoltes non engrangées, les cultures et les plantations agricoles)<br><hr/> <b>Autres</b><br>( Les catégories garantissant les dommages aux biens au sens de l'article 64-1 de la loi 17-99 sont concernées par l'obligation) |  | <b>Biens assurés dans le cadre du contrat d'assurance dommage aux biens</b> |

**Exclus :** L'obligation ne s'applique pas à l'assurance vie et capitalisation, Accidents corporels - Maladies - Maternité, Accidents du travail et Maladies Professionnelles, Pertes pécuniaires, RC Décennale, Transport Aviation et Transport Maritime, Assistance - crédit - caution, Protection juridique

### 2.3 Conditions de mise en jeu de la garantie

Toute indemnisation au titre de la loi 110 -14 de 2016 est subordonnée à deux conditions préalables qui doivent être impérativement remplies :

- La déclaration de la survenance de l'évènement catastrophique doit être établie par un acte administratif publié au « Bulletin officiel »
- Les personnes et les biens doivent être couverts par un contrat d'assurance qui doit inclure la garantie contre les conséquences d'évènements catastrophiques

### 2.4 Franchises et plafonds

En application des dispositions de l'article 248 de la loi n°17-99, les franchises et les plafonds de la garantie contre les conséquences d'évènements catastrophiques sont fixés par évènement catastrophique, comme suit :

| Nature du bien concerné et/ou son usage   | Plafond de garantie (DH) | Franchises   |
|---|--------------------------|--|
| 1) Bâtiment ou local à usage industriel, commercial (hôtel...), ou à usage en tant qu'hôpital ou clinique | 5 000 000                | 15 % du montant des dommages avec un minimum de 20 000 DH                                      |
| 2) Bâtiment ou local à usage d'habitation   | 2 000 000                | 10% du montant des dommages avec un minimum de 7000 DH   |
| 3) Autre bâtiment ou local y compris les bâtiments en l'état futur d'achèvement                           | 3 000 000                | 15% du montant des dommages avec un minimum de 20 000 DH                                       |
| 4) Véhicule terrestre à moteur et les remorques ou semi-remorques   | 200 000                  | 10% du montant des dommages avec un minimum de 3 000 DH  |
| 5) Bien se trouvant dans un bâtiment ou local à usage d'habitation  | 400 000                  | 15% du montant des dommages avec un minimum de 5% de la valeur assurée sans dépasser 5 000 DH  |
| 6) Autre bien   | 1 000 000                | 15% du montant des dommages avec un minimum de 5% de la valeur assurée sans dépasser 10 000 DH |

Lorsque le contrat d'assurance couvre des risques relatifs à plusieurs bâtiments ou locaux, les plafonds et les franchises visés aux 1) à 3) ci-dessus, s'entendent par bâtiment ou local et par évènement.

Le plafond et la franchise visés au 4) du tableau ci-dessus au titre de ladite garantie, accordée dans le cadre du contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile en raison des dommages corporels ou matériels causés à des tiers par un véhicule terrestre à moteur, s'appliquent au total des dommages causés au véhicule y compris, le cas échéant, ses remorques ou semi-remorques prévues dans le contrat et attelées au véhicule au moment du sinistre.

Lorsqu'il s'agit de plusieurs véhicules, le plafond et la franchise précités s'entendent par véhicule.

Le plafond et la franchise visés au 4) du tableau ci-dessus au titre de ladite garantie, accordée dans le cadre du contrat d'assurance dommages aux biens

prévu au 1° de l'article 64-1 de la loi n°17-99 précitée garantissant les dommages causés au véhicule terrestre à moteur ou à la remorque ou à la semi-remorque, s'entendent par véhicule ou remorque ou semi-remorque assuré.

Lorsqu'il s'agit de plusieurs véhicules ou remorques ou semi-remorques, le plafond et la franchise précités s'entendent par véhicule ou par remorque ou par semi-remorque.

Lorsque ledit contrat couvre plusieurs biens visés au 5) et 6) ci-dessus, le plafond et la franchise s'entendent par bien et par évènement.

Toutefois, le total des indemnités dues, en vertu d'un même contrat d'assurance, au titre des dommages aux biens contenus dans un même bâtiment ou local, ne peut dépasser l'un des plafonds indiqués dans le tableau ci-dessous, selon le cas.

Le total des franchises appliquées aux montants des dommages ne peut dépasser l'une des franchises indiquées dans le même tableau ci-dessous selon le cas :

| Les biens se trouvant dans le bâtiment ou le local selon leur usage   | Plafond maximal (en DH) | Franchise maximale (en DH) |
|---|-------------------------|----------------------------|
| 7) les biens se trouvant dans un bâtiment ou un local à usage industriel  | 2 500 000               | 20 000                     |
| 8) les biens se trouvant dans un bâtiment ou un local à usage commercial (hôtel. ), ou à usage en tant qu'hôpital ou clinique   | 5 000 000               | 20 000                     |
| 9) les biens se trouvant dans un bâtiment ou un local à usage professionnel   | 1 000 000               | 10 000                     |
| 10) les biens se trouvant dans un bâtiment ou un local à usage d'habitation   | 400 000                 | 5 000                      |
| 11) les biens se trouvant dans un autre bâtiment ou un local y compris les bâtiments en l'état futur d'achèvement, autre que les biens se trouvant dans un bâtiment ou un local à usage professionnel | 2 500 000               | 20 000                     |

Les atteintes corporelles consécutives à un événement catastrophique garanties sont indemnisées conformément au dahir du 02 Octobre 1984 relatif aux accidents causés par des véhicules terrestres à moteur.

### Le plafond global d'indemnisation par événement est fixé :

- À trois (3) milliards de dirhams lorsqu'il s'agit d'un événement catastrophique ayant pour origine un agent naturel ;
- À trois cents (300) millions de dirhams lorsqu'il s'agit d'un événement catastrophique ayant pour origine l'action violente de l'Homme.

### Le plafond global d'indemnisation par année est fixé :

- À neuf (9) milliards de dirhams lorsqu'il s'agit d'un événement ayant pour origine un agent naturel ;
- À six cents (600) millions de dirhams lorsqu'il s'agit d'un événement ayant pour origine l'action violente de l'Homme.

Les indemnités dues au titre de cette garantie sont réduites en fonction des plafonds globaux précités. Les conditions et les modalités de cette réduction et, le cas échéant, de l'octroi d'une avance sur indemnité sont fixées par l'Etat.

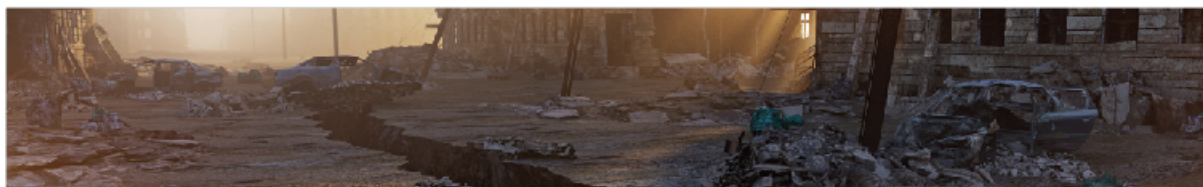
(Voir l'annexe 3)





## 2.5 Tarification :

Comme les franchises et les plafonds, la prime ou cotisation relative à la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques est fixée par l'état comme suit :



- Pour les contrats d'assurance garantissant les dommages aux biens, la prime ou cotisation est déterminée en appliquant le taux de 8% à la prime ou cotisation afférente à la/aux garantie(s) dommages aux biens prévus auxdits contrats.

La prime ou cotisation annuelle relative à la garantie contre les événements catastrophiques visée à l'alinéa précédent ne peut être supérieure à un plafond fixé à 100 000 dirhams. Lorsque la durée du contrat est différente d'une année, le plafond précité est fixé au prorata temporis.

La prime et le plafond précités s'entendent par bien, et par bâtiment/local.

- Pour les contrats d'assurance garantissant les dommages aux véhicules automobiles, la prime ou cotisation relative à la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques est déterminée en appliquant le taux de 1,5% à la prime ou cotisation afférente à la/aux garantie(s) dommages causés au véhicule ou remorque ou semi-remorque prévus auxdits contrats.
- Pour les contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile, la prime ou cotisation relative à la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques est déterminée en appliquant à la prime ou cotisation relative à la garantie responsabilité civile précitée le taux de 2% pour l'usage «transport public des voyageurs» et 3,5 % pour les autres usages.
- Pour les contrats couvrant la responsabilité civile en raison des dommages corporels causés aux tiers, autres que les préposés de l'assuré, se trouvant dans les locaux prévus auxdits contrats, la prime ou cotisation relative à la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques est déterminée en appliquant le taux de 2% à la prime afférente à la garantie responsabilité civile précitée.

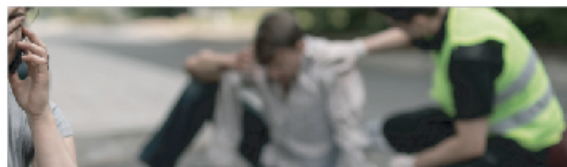




## 3 - LA PROCÉDURE D'INDEMNISATION

### 3.1 Reconnaissance de l'état de catastrophe

La déclaration de la survenance de l'événement catastrophique est établie, après avis de la commission de suivi des événements catastrophiques, par un acte administratif publié au «Bulletin officiel» dans un délai qui ne peut excéder trois (3) mois à compter de la date de ladite survenance.



### 3.2 Indemnisation des sinistrés

Comme pour une garantie assurantielle classique, les assureurs diligents les expertises éventuelles, gèrent et règlent les sinistres en fonctions des dispositions des contrats

#### ▪ Obligation de l'assuré :

L'assuré est tenu de déclarer à l'assureur tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les vingt (20) jours suivant la date de survenance de l'événement catastrophique, et ce selon le modèle ci-joint. (Voir annexe 1)

#### ▪ Obligation de l'assureur :

L'assureur doit notifier au demandeur, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie extrajudiciaire, dans les 60 jours suivant la réception de la demande d'indemnisation (Voir annexe 2), le montant de l'indemnisation ou, le cas échéant, de l'avance

Le délai de 60 jours commence à partir de la date de la déclaration de la survenance de l'événement catastrophique lorsque la demande d'indemnisation est effectuée avant cette date.

Le demandeur doit faire connaître à l'assureur, dans les 30 jours de la réception de la proposition d'indemnisation précitée, son accord ou son refus

Cet acte précise notamment, les zones sinistrées, la date et la durée de l'événement catastrophique. Il a pour effet de déclencher l'opération d'inscription des victimes sur le registre de recensement, il ouvre droit à une indemnisation au titre des contrats d'assurance et au processus d'octroi des indemnités par le Fonds de solidarité contre les événements catastrophiques.

Les victimes sont inscrites sur le registre de recensement des victimes d'événements catastrophiques dans un délai qui ne peut excéder quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de publication de l'acte administratif.

notifié par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie extrajudiciaire.

En cas d'accord, l'assureur doit, dans les 21 jours suivant la réception de la lettre du demandeur, lui verser l'indemnité ou l'avance.

## Procédure simplifiée d'indemnisation :

# 1

### Un événement catastrophique :

( D'origine naturelle ou suite à l'action violente de l'Homme) survient

# 2

### L'assuré :

a 20 jours à partir de la date de survenance de l'événement catastrophique pour faire une déclaration de sinistre

# 3

### Déclaration de l'état de catastrophe :

Déclaration de la survenance de l'événement catastrophique par un acte administratif au Bulletin officiel dans un délai de 3 mois. Cette déclaration précise les zones sinistrées, la datation et la durée de l'événement catastrophique

Les victimes ont un délai de 90 jours à partir de la déclaration pour s'inscrire dans le registre de recensement

# 4

### L'assureur :

L'assureur doit notifier au demandeur le montant de l'indemnisation ou de l'avance dans les 60 jours suivant la date de réception de la demande d'indemnisation ou de la date de publication de l'acte administratif si elle est postérieure à la précédente.

# 5

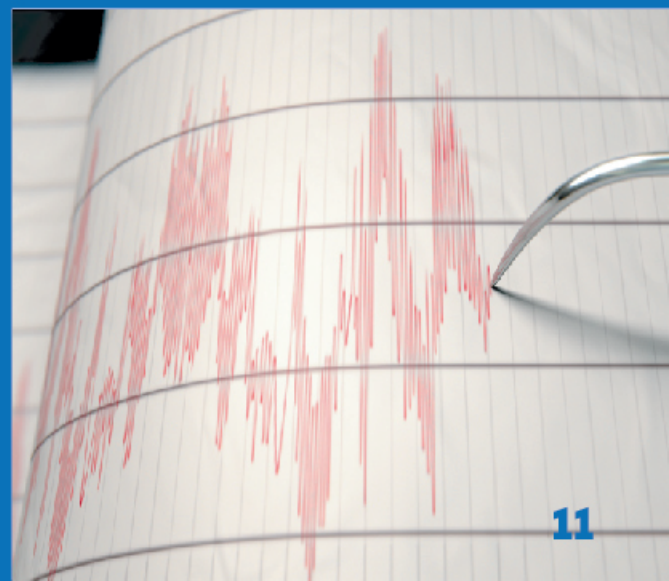
### L'assuré :

Le demandeur doit faire connaître à l'assureur son accord ou son refus notifié par lettre recommandée dans les 30 jours suivant la réception de la proposition d'indemnisation précitée.

# 6

### L'assureur :

En cas d'accord, l'assureur doit verser l'indemnité ou l'avance dans les 21 jours suivant la réception de la lettre du demandeur



# 4. Annexes

## Annexe 1: Déclaration de sinistre risque catastrophique

### DECLARATION DE SINISTRE RISQUE CATASTROPHIQUE PAR L'ASSURE VISEE A L'ARTICLE 64-5 DE LA LOI N° 17-99

( Délai < 20 jours: selon l'article 64-5 de la loi n°110-14 )

|   |   |   |   |
|---|---|---|---|
| Références  | Identité du déclarant (1) :                   |   |   |
|   | Nom de l'assureur ou des assureurs:           |   |   |
|   | Nom de l'intermédiaire :                      |   |   |
|   | Numéro de la police d'assurance :             |   |   |
|   | Numéro d'immatriculation du véhicule:         |   |   |
| Numéros des autres polices couvrant les dommages ou préjudices objet de la déclaration en indiquant les noms des assureurs concernés :  |   |   |   |
| Date et heure de survenance de l'événement catastrophique   |   |   |   |
| Date de déclaration du sinistre   |   |   |   |
| Lieu du sinistre (Adresse)  |   |   |   |
| Ville du sinistre   |   |   |   |
| Région de l'événement   |   |   |   |
| Préfecture/Province de l'événement  |   |   |   |
| Commune du sinistre   |   |   |   |
| Caldat ou Annexe administrative   |   |   |   |
| Nature de l'événement ayant causé les dommages objet de la déclaration  | <input type="checkbox"/> Inondation           | <input type="checkbox"/> Acte de terrorisme               |   |
|   | <input type="checkbox"/> Crues                | <input type="checkbox"/> Emeutes ou Mouvements populaires |   |
|   | <input type="checkbox"/> Tremblement de terre |   |   |
|   | <input type="checkbox"/> Tsunamis             |   |   |
| Descriptif des dommages matériels subis   | Type d'actif concerné:                        | <input type="checkbox"/> Habitation                       | <input type="checkbox"/> Commerce         |
|   |   | <input type="checkbox"/> Industrie                        | <input type="checkbox"/> Hôtel            |
|   |   | <input type="checkbox"/> Hôpital                          | <input type="checkbox"/> Clinique         |
|   |   | <input type="checkbox"/> Véhicule                         | <input type="checkbox"/> Autre à préciser |
|   | Spécification du dommage:                     | <input type="checkbox"/> Contenant                        | <input type="checkbox"/> Contenu          |
|   |   | <input type="checkbox"/> Machines                         | <input type="checkbox"/> Autre à préciser |
| Descriptif des circonstances ayant occasionnées ces dommages  |   |   |   |
| Nom et prénom des victimes couverts dans le cadre des contrats d'assurances couvrant la RC automobile, leur lien avec l'assuré et la nature du préjudice corporel (Blessés, Disparues, Décès)   |   |   |   |
| Nombre de victimes couverts dans le cadre des contrats d'assurances couvrant la RC Corporel autre que la RC automobile, leur lien avec l'assuré (Employé, Tiers), la nature du préjudice corporel (Blessés, Disparues, Décès) et toute information complémentaire disponible permettant leur identification |   |   |   |
| Commentaires et signature :   |   |   |   |

Accusé de réception:

(1): Nom, Prénom, Téléphone, CIN, IF, Qualité: victime, propriétaire, autre à préciser

## Annexe 2 : Demande d'indemnisation relative aux dommages corporels

**Modèle de demande d'indemnisation des dommages corporels résultant de la survenance d'un évènement catastrophique, prévu à l'article 2 de l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration n°2214-19 du 30 rabii II 1441 (27 décembre 2019)**

| <b>Références</b>  | Entreprise d'assurances *:   |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|--|--|----------------------------|-----------------|--------|-----------|-------|------------|-------|-------------|-------|---|--|---|
|  | Date de la demande *:  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Identité du Demandeur *  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Nom et prénom :  | Adresse de résidence:      |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Nationalité:   | Téléphone:                 |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | N° du document d'identité(CNIE ou Passeport, ....):  | E-mail:                    |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Lien avec l'assuré:  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Identité de l'assuré **  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Nom et prénom :  | Adresse de résidence:      |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Nationalité:   | Téléphone:                 |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| N° du document d'identité(CNIE ou Passeport, ....):  | E-mail:  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| L'assuré bénéficie de la couverture des préjudices corporels en sa qualité de :  |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| <input type="checkbox"/> conducteur du véhicule<br><input type="checkbox"/> conjoint du propriétaire du véhicule<br><input type="checkbox"/> passager <input type="checkbox"/> propriétaire du véhicule<br><input type="checkbox"/> enfant à charge du propriétaire du véhicule<br><input type="checkbox"/> personne se trouvant dans le local autre que les préposés de l'assuré  |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| Numéro de la police d'assurance *:   |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| Autres contrats d'assurance couvrant les mêmes dommages corporels objet de la présente demande:  |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| Assureur   | N° police d'assurance  | Nom du spécimen du contrat |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| .....  | .....  | .....                      |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| .....  | .....  | .....                      |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| Référence d'inscription au registre de recensement des victimes d'évènements catastrophiques :   |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| .....  |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| <b>nature de l'évènement, lieu du sinistre, descriptif des dommages corporels et éléments d'appréciation du montant global d'indemnisation</b>   | Evènement*:  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | <input type="checkbox"/> Tremblement de terre<br><input type="checkbox"/> Inondation<br><input type="checkbox"/> Crues<br><input type="checkbox"/> Tsunami<br><input type="checkbox"/> Acte de terrorisme<br><input type="checkbox"/> Emeutes ou mouvements populaires   |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Date de survenance du sinistre *:  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Lieu du sinistre (Adresse) *:  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Commune *:   |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Préfecture ou province *:  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Date de l'avis du sinistre :   |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Description des dommages corporels   |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | .....  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Éléments d'appréciation du montant global de l'indemnisation des dommages  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | En cas de préjudice corporel subis par l'assuré: .....   |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Revenu ou gain professionnel annuel :.....   |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Montant des frais médicaux:.....   |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | En cas de décès de l'assuré :  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | Revenu ou gain professionnel annuel :.....   |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
|  | <table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th style="width: 50%;">Ayants droits :</th> <th style="width: 50%;">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Conjoints</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>Ascendants</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>Descendants</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Autres ayants droit envers lesquels la victime était tenue à une obligation alimentaire</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Autres personnes aux besoins desquelles la victime subvenait sans être liée envers elles par une obligation alimentaire</td> </tr> </tbody> </table> |                            | Ayants droits : | Nombre | Conjoints | ..... | Ascendants | ..... | Descendants | ..... | Autres ayants droit envers lesquels la victime était tenue à une obligation alimentaire |  | Autres personnes aux besoins desquelles la victime subvenait sans être liée envers elles par une obligation alimentaire |
| Ayants droits :  | Nombre   |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| Conjoints  | .....  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| Ascendants   | .....  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| Descendants  | .....  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| Autres ayants droit envers lesquels la victime était tenue à une obligation alimentaire  |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| Autres personnes aux besoins desquelles la victime subvenait sans être liée envers elles par une obligation alimentaire  |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| Est ce que ce dommage a fait l'objet d'une indemnisation ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non   |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| par :<br>Le fonds de solidarité contre les évènements catastrophiques <input type="checkbox"/> Les autres assureurs (préciser le nom des assureurs) <input type="checkbox"/>   |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| .....  |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| .....  |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| la demande d'indemnisation doit être accompagnée des documents suivants:<br>-un extrait d'acte de naissance de la victime ou tout autre document justifiant son âge ;<br>-les pièces justificatives du salaire de la victime ou de ses gains professionnels ;<br>-tout autre document nécessaire à l'évaluation du dommage ou à l'indemnisation conformément aux dispositions du dahir portant loi n° 1-84-177 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) relatif à l'indemnisation des victimes d'accidents causés par des véhicules terrestres à moteur.<br>Outre les documents précités, l'intéressé doit joindre à sa demande, selon le cas, les pièces suivantes :<br>1)En cas d'une incapacité physique permanente de la victime, le certificat de consolidation définitive délivré par un médecin et comportant le taux d'incapacité physique permanente de la victime reste atteinte ;<br>2)En cas de décès de la victime :<br>- un extrait de l'acte de décès de la victime et dans le cas d'une personne disparue, une copie du jugement judiciaire déclarant son décès ;<br>-un document justifiant la qualité des ayants droit de la victime ;<br>- un extrait des actes de naissance des descendants de la victime ou tout autre document justifiant leur âge et le cas échéant, un document justifiant que le descendant est atteint d'une infirmité physique ou mentale le mettant dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins. |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| [*] : champ obligatoire  |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |
| [**] : lorsque l'assuré est lui-même le demandeur, renseigner uniquement les informations non mentionnées au niveau du champs "identité du demandeur".   |  |                            |                 |        |           |       |            |       |             |       |   |  |   |

## Annexe 2 : Demande d'indemnisation relative aux dommages matériels

| Modèle de demande d'indemnisation des dommages matériels résultant de la survenance d'un événement catastrophique, prévu à l'article 3 de l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration n°2214-19 du 30 rabii II 1441 (27 décembre 2019) |   |                            |
|--|---|----------------------------|
| Références   | Entreprise d'assurances *:  |                            |
|  | Date de la demande *:   |                            |
|  | Identité du Demandeur *   |                            |
|  | Nom et prénom :   | Adresse de résidence:      |
|  | Nationalité:  | Téléphone:                 |
|  | N° du document d'identité(CNIE ou Passeport, .....):  | E-mail:                    |
|  | Identité de l'assuré **   |                            |
|  | Personne physique   | Personne morale            |
|  | Nom et prénom :   | Raison sociale:            |
|  | Nationalité:  | Siège social:              |
| N° du document d'identité(CNIE ou Passeport, .....):   | Registre de commerce lorsqu'il s'agit d'une société   |                            |
| Adresse de résidence:  | Téléphone:  |                            |
| Téléphone:   | E-mail:   |                            |
| E-mail:  |   |                            |
| Numéro de la police d'assurance *:   |   |                            |
| Autres contrats d'assurance couvrant les mêmes dommages ou préjudices objet de la présente demande:  |   |                            |
| Assureur   | N° police d'assurance   | Nom du spécimen du contrat |
| .....  | .....   | .....                      |
| .....  | .....   | .....                      |
| .....  | .....   | .....                      |
| Référence d'inscription au registre de recensement des victimes d'évènements catastrophiques :   |   |                            |
| .....  |   |                            |
| Sinistre   | Évènement* : <input type="checkbox"/> Tremblement de terre <input type="checkbox"/> Tsunami   |                            |
|  | <input type="checkbox"/> Inondation <input type="checkbox"/> Acte de terrorisme   |                            |
|  | <input type="checkbox"/> Crues <input type="checkbox"/> Emeutes ou mouvements populaires  |                            |
|  | Date de survenance du sinistre *:   |                            |
|  | Lieu du sinistre (Adresse) *:   |                            |
|  | Commune *:  |                            |
| Préfecture ou province *:  |   |                            |
| Date de l'avis du sinistre :   |   |                            |
| nature de l'évènement, lieu du sinistre, descriptif des dommages matériels et éléments d'appréciation du montant global d'indemnisation  | Nature du bien concerné et/ou son <input type="checkbox"/> Habitation <input type="checkbox"/> Commerce (hôtel....)                 |                            |
|  | <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Professionnel   |                            |
|  | <input type="checkbox"/> Hôpital <input type="checkbox"/> Clinique  |                            |
|  | <input type="checkbox"/> Véhicule terrestre à moteur : <input type="checkbox"/> Autre bien en précisant sa nature et/ou son usage : |                            |
|  | N° d'immatriculation du véhicule:.....  |                            |
|  | Description des dommages  |                            |
|  | Pour un bien immobilier :   |                            |
|  | Contenant   | Contenu                    |
|  | .....   | .....                      |
|  | .....   | .....                      |
|  | .....   | .....                      |
|  | Pour les autres biens :.....  |                            |
| .....  |   |                            |
| Première estimation du montant global des dommages   |   |                            |
| Pour un bien immobilier :  |   |                            |
| Contenant:..... Contenu:.....  |   |                            |
| Pour les autres biens :.....   |   |                            |
| .....  |   |                            |
| Est ce que ce sinistre a fait l'objet d'une indemnisation?    oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>  |   |                            |
| par:   |   |                            |
| Le fonds de solidarité contre les évènements catastrophiques <input type="checkbox"/> Les autres assureurs (préciser le nom des assureurs) <input type="checkbox"/>  |   |                            |
| .....  |   |                            |
| Les pièces à joindre le cas échéant: Rapport d'expertise, photos, factures ou tout autre document utile.   |   |                            |
| (*) : champs obligatoire   |   |                            |
| (**) : lorsque l'assuré est lui-même le demandeur, renseigner uniquement les informations non mentionnées au niveau du champs "identité du demandeur".   |   |                            |

### Annexe 3 : Note technique des 3 évaluations d'un sinistre risque catastrophique

Après la publication de l'arrêté du Chef du gouvernement déclarant la survenance d'un événement catastrophique, il est effectué une évaluation de l'ampleur des dommages résultant de l'événement précité en se basant, notamment sur l'évaluation globale préliminaire des dommages effectuée par le comité d'expertise visé à l'article 13 de la loi n° 110-14.

Le ministre chargé des finances prend, compte tenu des résultats de l'évaluation de l'ampleur des dommages effectuée par le comité d'expertise, dans les 15 jours suivant la date de publication de l'arrêté du Chef du gouvernement, une décision qui prévoit :



- que les indemnités dues au titre de la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques ne feront l'objet d'aucune réduction ; ou
- d'établir une évaluation globale des indemnités (M1) dues au titre de la garantie citée ci-dessus, au plus tard dans un délai de 3 mois de la date de publication de l'arrêté du Chef du gouvernement précité, avant de prendre une décision relative à la réduction des indemnités, le cas échéant.

#### 1ère évaluation dans les 3 mois :

Le ministre chargé des finances prend, en se basant sur les résultats de l'évaluation M1, une décision qui prévoit que les indemnités ne feront l'objet d'aucune réduction lorsque le ratio  $r1$  est supérieur ou égal à 140%

#### Avec :

$$r1 = D1/M1 ;$$

**M1** : la première évaluation globale des indemnités,

**D1** : le montant global disponible déterminé comme suit :  $D1 = \text{Min} (\text{PGE}, \text{PGA}-S1)$

**PGE** : Plafond global d'indemnisation par événement catastrophique selon la nature des événements ;

**PGA** : Plafond global d'indemnisation par année selon la nature des événements,

**S1** : charge des sinistres des événements catastrophiques survenus au cours de la même année et avant la survenance de l'événement objet de l'évaluation, calculée selon la nature des événements.

Lorsque le ratio  $r1$  prévu ci-dessus est inférieur à 140%, le ministre chargé des finances prend une décision qui prévoit :

- L'octroi d'une avance sur indemnité par les assureurs, calculée selon la formule suivante :  $A = T \cdot I$ .

#### Avec :

**A** : montant de l'avance ;

**I** : montant de l'indemnité déterminé sans réduction ;

$$T = (80\% \cdot r1/1,4)$$

- D'établir une deuxième évaluation globale (M2) des indemnités dues au titre de la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques, au plus tard à la fin du 13ème mois à compter de la date de publication de l'arrêté du Chef du gouvernement.

### 2ème évaluation dans les 13 mois :

Le ministre chargé des finances prend, en se basant sur les résultats de l'évaluation M2 ci-dessus, une décision qui prévoit :

- Le versement par les assureurs du complément d'indemnité C calculé comme suit :  $C = \text{Max}(i2 - m, 0)$

#### Avec :

m : montant déjà accordé par l'assureur au titre du sinistre concerné ;

i2 =  $I * \text{MIN}(r2, 1)$ , I représentant le montant de l'indemnité sans réduction ;

r2 =  $D2/M2$ , avec M2 représentant la deuxième évaluation et D2 le montant global disponible calculé selon la formule D1 indiquée plus haut après mise à jour du S1 jusqu'à l'expiration du 12ème mois de la date de publication de l'arrêté du Chef du gouvernement

- D'établir une évaluation globale définitive (M3) des indemnités dues au titre de la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques, au plus tard à la fin du 37ème mois à compter de la date de publication de l'arrêté du Chef du gouvernement.

### 3ème évaluation dans les 37 mois :

Le ministre chargé des finances fixe, en se basant sur les résultats de l'évaluation M3, par décision la valeur du ratio r3 pour le calcul des indemnités définitives dues au titre de chaque sinistre (i3), et ce selon la formule suivante :  $i3 = I * \text{MIN}(r3, 1)$ .

#### Avec :

I : montant de l'indemnité sans réduction

r3 =  $D3/M3$ , avec M3 représentant l'évaluation globale définitive et D3 le montant global disponible calculé selon la formule D1 indiquée plus haut après mise à jour du S1 jusqu'à l'expiration du 36ème mois de la date de publication de l'arrêté du Chef du gouvernement

Lorsque i3 dépasse le montant déjà accordé par l'assureur au titre du sinistre concerné, l'assureur est tenu de verser le complément d'indemnité qui résulte de la différence desdits montants

Sont publiées au Bulletin officiel toutes les décisions indiquées plus haut ainsi que les valeurs des ratios r1, r2 ou r3



## Exemples des 3 évaluations d'un sinistre risque catastrophique :

|                                    |       |
|------------------------------------|-------|
| Plafonds ( en Millions de dirhams) |       |
| Par événement                      | 3 000 |
| Par année                          | 9 000 |

|                            |   |       |       |       |
|----------------------------|---|-------|-------|-------|
| <b>Première évaluation</b> | Total des sinistres survenus au cours de l'exercice avant l'événement objet de l'évaluation | 1 300 | 1 300 | 1 300 |
|                            | Évaluation des dégâts (M1)  | 2 200 | 2 200 | 1 000 |
|                            | Montant disponible (D1)   | 3 000 | 3 000 | 3 000 |
|                            | Taux de réduction (r1)  | 136%  | 136%  | 300%  |
|                            | Taux de l'avance sur indemnité (T)  | 78%   | 78%   | 100%  |
|                            | Indemnité   | -     | -     | 1 000 |
|                            | Montant de l'avance (A)   | 1 714 | 1 714 | -     |

|                            |                            |       |       |   |
|----------------------------|----------------------------|-------|-------|---|
| <b>Deuxième évaluation</b> | Évaluation des dégâts (M2) | 2 500 | 2 700 | - |
|                            | Montant disponible (D2)    | 3 000 | 3 000 | - |
|                            | Taux de réduction (r2)     | 120%  | 111%  | - |
|                            | Complément d'indemnité     | 786   | 986   | - |

|                             |                             |       |       |   |
|-----------------------------|-----------------------------|-------|-------|---|
| <b>Troisième évaluation</b> | Évaluation des dégâts ( M3) | 2 700 | 1 500 | - |
|                             | Montant disponible (D3)     | 3 000 | 3 000 | - |
|                             | Taux de réduction (r3)      | 111%  | 200%  | - |
|                             | Complément d'indemnité      | 200   | -     | - |







## ÉVÉNEMENTS CATASTROPHIQUES COMPAGNIE D'ASSURANCE TRANSPORT

### Mme Noama JAFIR

Responsable Marketing

+212 5 22 78 52 00 / +212 5 22 78 53 00

[jafir@cat.co.ma](mailto:jafir@cat.co.ma)

### Mme Saloua BARGACH

Responsable au sein du Pôle  
Événements Catastrophiques

+212 5 22 78 52 00 / +212 5 22 78 53 00

[bargach@cat.co.ma](mailto:bargach@cat.co.ma)